

le vilain p'tit canard



N°27 - Octobre 2002

Le canard que nous aimons le plus

S
-
R
S

-
R
S

-
R
S

-
R
S

-
R
S

-
R
S

Budget de l'Éducation Nationale : Les coupes claires

Pas de surprise dans le budget de l'Éducation Nationale. Il est dans la lignée de ce qui a pu se faire précédemment. C'est bien ça le drame. Mais comment s'en étonner venant d'un gouvernement dont le Ministre de l'Éducation Nationale (M.Ferry) a annoncé qu'il poursuivrait les réformes de casse de l'Enseignement supérieur engagées par ces prédécesseurs.

Ces réformes tiennent en un seul mot : privatisation. Le financement est reporté, d'une part, sur les "usagers" - baisse de l'aide sociale, hausse exponentielle des frais d'inscription. D'autre part, on présente comme un progrès la participation des entreprises privées. Mais, en échange, on leur livre le contenu de

nos formations.

Le budget de l'Éducation reste le plus gros de tous : 62,8 milliards d'euros, dont près de 90 % servent à rémunérer plus d'un million d'agents. La hausse de 2,1 %, par rapport à 2002 est essentiellement due à l'effet mécanique des hausses de rémunération. Dans le contexte global d'une idéologie qui fait de la réduction des dépenses publiques un objectif premier (pour financer les baisses d'impôts sur les hauts revenus), l'État finance de moins en moins l'enseignement supérieur. Par exemple, les crédits alloués à la recherche croissent de 1,37 % seulement, soit une hausse inférieure à l'inflation prévue à 1,5 %.

SOS-Logements

L'UNEF-RS recense les étudiants qui, ayant fait une demande de chambre en cité-U, n'ont pas encore eu de réponse du CROUS, ou ont eu une réponse négative.

Salle 5 du bâtiment Ile de France

Politique de casse de l'Université : cette année, on passe au travaux pratiques...

Après la parution des décrets ministériels sur les ECTS et la validation des acquis de l'expérience, les Universités ont 5 ans pour appliquer la «Réforme Lang».

Petit rappel sur les ECTS : le système universitaire sera composé de 3 grades (système 3-5-8) : licence-master-doctorat. Pour obtenir ces 3 grades, il faudra obtenir un certain nombre de «crédits» (180 pour la licence, 300 pour le master).

Première constatation : **le DEUG est supprimé** et la première sortie diplômante sera à Bac +3. Mais au delà du nouveau découpage 3-5-8, **la Réforme casse le cadre national des diplômes**. Il faut savoir que ce cadre est le garant de l'égalité de traitement des étudiants : on enseignait (en premier et deuxième cycles) les mêmes disciplines dans les différentes facs qui aboutissait aux mêmes diplômes qui avaient donc la même valeur quelle que soit la fac qui les délivrait.

Désormais, chaque université est encouragée par le ministère à concocter de nouveaux diplômes maisons. Les diplômes nationaux n'auront de «nationaux» que le nom, le contenu étant décidé localement en lien avec les entreprises.

En outre, la validation des acquis de l'expérience permettra pour les salariés l'obtention de diplômes sur la seule base de «l'expérience» (appréciée par un jury à forte composition patronale ...): plus de partiels anonymes, c'est trop ringard.

Tout ceci concourt à la **dévalorisation de nos diplômes**. Il y aura d'un côté les diplô-

mes d'élites distribués par les facs d'élites et les grandes écoles. Et d'un autre côté, on distribuera des diplômes de pacotille à la masse des étudiants : des diplômes locaux non reconnus par les conventions collectives. Le MEDEF peut remercier chaleureusement Jack Lang.

L'Université sera ainsi transformée en centre de formation patronal : **il ne s'agit plus de donner une formation intellectuelle pouvant servir dans un grand nombre de carrières, mais fournir de la main d'oeuvre à très bon marché à très court terme au patronat, tandis que les Grandes Écoles fourniront les cadres.**

Si les Universités ont 5 ans pour appliquer ces réformes, nul doute que la plupart des directeurs d'Université voudront montrer au ministère leur dynamisme réformateur et les appliqueront bien avant.

On assiste aujourd'hui à l'aboutissement d'une politique trentenaire de casse de l'Université publique. Depuis des années, on nous vend cette politique de régionalisation, de déconcentration, au nom de «l'ouverture sur la société». La communication a beau faire des miracles, on ne nous prendra pas éternellement pour des gogos.



Parkings complets !!!

Voilà maintenant deux ans que le parking "Conforama" a été fermé ; depuis il est impossible de stationner dans de bonnes conditions autour de l'Université.

Rapide état des lieux. Il existe environ 400 places de parkings mises à la disposition des étudiants par l'Université. Pour y accéder, il faut être l'heureux détenteur d'une carte. Celles-ci ont été distribuées dès le 21 septembre (moyennant 16 euros par semestre). Mais vu le nombre plus que limité de places par rapport aux besoins des étudiants, en moins de trois jours toutes avaient été attribuées. Accessoirement, cela soulève un problème d'équité entre scientifiques qui avaient déjà repris les cours et non scientifiques, dont la rentrée était fin septembre.

Pour les étudiants n'ayant pas eu de carte, ils doivent se débrouiller. Quand on a de la chance (ou qu'on arrive avant huit heures), on peut utiliser les places en libre-service entourant la fac. Le stationnement est normalement limité par horodateur, mais la mairie semble s'être rendue compte de l'incongruité de ces machines dans un tel foutoir : la police municipale ne verbalise pas. Par contre, les étudiants qui stationnent illégalement (notamment sur le passage entre la bibliothèque et le bâtiment des sciences) se font aligner depuis la rentrée. Dernière solution, le parking du centre commercial ; mais à cause des travaux, il est aussi saturé.

Du côté des décideurs. Pour l'Université, ce n'est pas à elle de régler ce problème. Elle estime faire le maximum en mettant à la disposition des étudiants ses 400 places. Du côté de la mairie, aucune réponse officielle malgré nos courriers. Mais nous nous sommes laissés dire qu'il y avait un choix stratégique à ne pas résoudre ce problème pour inciter à l'utilisation des transports en commun. Qu'on explique cela aux étudiants venant du fin fond de l'Essonne.

La solution serait... de rouvrir le parking "Conforama". Il doit y avoir moyen de trouver un accord entre l'Université, la mairie et la Communauté d'Agglomération. Notre syndicat fait actuellement circuler une pétition dans ce sens.



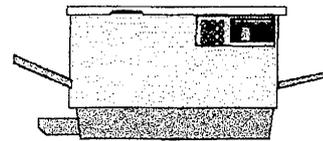
UNEF-RS - salle 5 du bâtiment Ile de France

Allocation de recherche : opacité dans la procédure d'attribution

L'allocation de recherche permet aux étudiants qui en bénéficient, de préparer leur thèse tout en recevant environ 1220 euros par mois de l'Etat. Elle est attribuée sur critère d'excellence. Pourtant, cette année, le choix fait par les responsables de l'unique DEA du département de Droit ne reflète pas ce critère. De plus, les informations sur les délais pour prétendre à cette allocation n'ont pas été communiquées à tous les étudiants du DEA. Nous ne pouvons que dénoncer le manque de transparence dans le choix de l'étudiant bénéficiaire. Cette opacité ne peut que laisser planer des soupçons de favoritisme.

Photocopies

L'UNEF-RS vous propose des photocopies à 5 centimes d'euros. Rendez-vous à notre local, salle 5 du bâtiment Ile de France.



Irak : Bush inventera un prétexte pour faire la guerre

La guerre préventive des Etats Unis contre L'Irak se prépare. Bush demande au Congrès de l'autoriser à recourir à la force. L'objectif du Président n'est pas le désarmement de l'Irak. Bush dispose suffisamment de renseignements pour savoir que l'Irak est dans l'incapacité de reconstituer un arsenal d'armes de destruction massive ou de disposer de l'arme nucléaire. Le véritable objectif des Américains est le renversement de Saddam Hussein et l'occupation de l'Irak. Reste à trouver le prétexte, aux yeux de l'opinion publique mondiale, pour justifier la guerre. Pour la CIA concocter ce prétexte n'est pas un problème. Au Vietnam l'attaque d'un navire américain par des bâtiments nord vietnamiens, qui servit de prétexte à l'intervention américaine, était un montage pur et simple de la CIA. L'intervention américaine au Guatemala reposait sur des photos de livraisons d'armes sovié-

tiques qui étaient fausses.

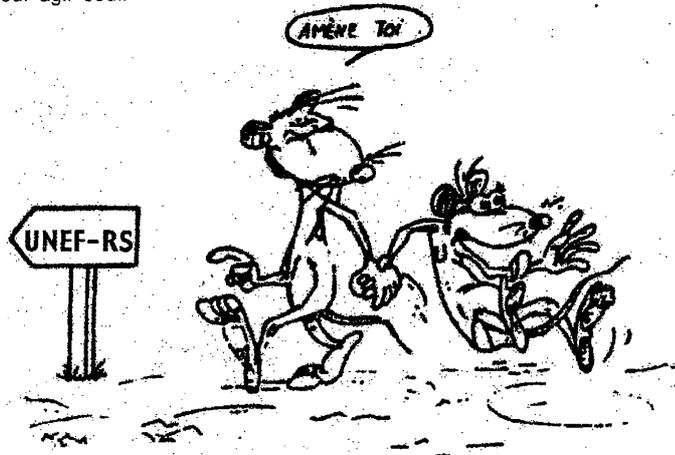
Chaque jour l'aviation anglo américaine bombarde le territoire irakien. Bagdad ne reconnaît pas cette pré guerre qui n'a été décidée par aucune résolution de l'ONU. Le secrétaire d'Etat à la défense vient d'annoncer que ces raids aériens devaient maintenant nuire davantage aux capacités des irakiens sur le terrain. Qu'advient-il lorsque des pilotes américains auront été abattus ? Aux Etats Unis la fondation «Carnegie» proche du pouvoir, propose de faire voter une résolution par l'ONU enjoignant l'Irak d'accepter des inspections coercitives, c'est à dire appuyées par d'importantes forces armées. Bagdad serait contraint de refuser un tel diktat, d'où un prétexte pour l'attaquer. Si le Conseil de sécurité refusait de voter une telle résolution, Washington invoquerait alors l'impuissance des Nations Unies pour agir seul.

Aucun droit international n'autorise une guerre pour renverser un chef d'Etat. Après Saddam Hussein ce sera au tour de qui ? Mugabé, le président du Zimbabwe, le président de la Syrie, Hugo Chavez au Vénézuéla, Fidel Castro à Cuba... Ainsi toute puissance convaincue d'incarner le bien pourrait légitimement envahir un pays qui à ses yeux représente le mal. Les peuples du monde sauront-ils arrêter l'engrenage d'une guerre déjà engagée ? La France a tant usé, et abusé, des richesses de l'Irak, qui l'a engagé dans l'aventure atomique, et qui ensuite l'a bombardé pour avoir réalisé ce qu'elle l'avait invitée à faire, la France devrait faire acte de repentance, et s'opposer, en usant de son droit de veto à l'ONU, à une nouvelle agression contre l'Irak.

Pour contacter l'UNEF-RS

- université d'Evry - salle 5 du bâtiment Ile de France
- 01.69.47.71.59
- unef-rs@univ-evry.fr

• Réunion tous les jeudi à 15 heures dans notre local. Sympathisants ou même curieux, n'hésitez pas à y participer



Nom : _____ **Prénom :** _____

Adresse : _____

Téléphone : _____ **Filière :** _____

Je souhaite :

être informé des activités de l'UNEF-RS et recevoir régulièrement le *Vilain P'tit Canard*

adhérer à l'UNEF-RS